

Éducation

Zéro, M. Darcos

Les formateurs des futurs maîtres s'insurgent contre la vision gouvernementale de l'école. **Explication de texte.**

Le slogan « Enseigner, ça s'apprend » n'a pas son égal pour exprimer, en réaction à la « réforme » Darcos (1), le malaise des profs des IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres). Mais Anne-Cécile Mathé, formatrice en mathématiques sur le site de Gravelines et membre du Collectif IUFM Nord/Pas-de-Calais, sait bien que ce qui est évident à un enseignant ou un futur prof ne l'est pas aux yeux de tout un chacun. D'où cette volonté d'expliquer sans relâche les enjeux de la lutte actuelle contre le texte destructeur de la mastérisation des concours à tout prix. Sa vision, qui est celle de tous ses collègues aujourd'hui en croisade partout dans le pays contre un projet dévalorisant la profession, est détaillée dans le tableau ci-dessous, même si un tel sujet mérite des débats plus larges, comme ceux qui sont organisés en ce moment. D'emblée Anne-Cécile précise que le mouvement de contestation, qui réunit enseignants, étudiants, présidents des universités et sociétés savantes, « ne répond pas à un principe d'opposition à toute réforme ». Mais comment ne pas se montrer très critique à l'égard des projets gouvernementaux pour l'Éducation nationale en général, pour les IUFM en particulier ? Ainsi notre interlocutrice met-elle la volonté « d'en finir avec la formation continue » en parallèle avec celle « de supprimer les écoles maternelles » et celle « d'éradiquer les RASED » (2). Une sorte d'alignement sur « ce qui existe en Angleterre ou en Espagne ».

Sans expérience, devant toute une classe ...

À l'instar de Jean-François Berthon, directeur de l'IUFM d'Outreau, Anne-Cécile craint « que la formation professionnelle des maîtres disparaisse ». C'en serait cuit de « la complémentarité indispensable entre les universités et les concours ». S'y substituerait « un enseignement universitaire théorique ». Des cours un peu courts, quand il s'agira, un jour, de se retrouver soudain devant toute une classe, sans aucune expérience de terrain. Est dénoncée aussi, dans la mastérisation version Darcos, une « absence de cadrage national » et la « désintégration de ce qu'on appelle l'école pour tous ». Face à la « totale désinformation ministérielle » qui résonne dans « la plupart des médias », les IUFM projettent de s'ouvrir plus largement au public, pour lui montrer « tel quel » ce qui est aujourd'hui menacé. Catherine (3), trentenaire, enseignante du primaire dans le Valenciennois, qui a « compris lors d'un stage » tout le sens de son métier, voit dans la réforme du ministre une approche « dichotomique de l'enseignement ». D'un côté, ceux qui « réussissent » dans l'acquisition d'un savoir « transmissif », de l'autre ceux qui « échouent », et alors tant pis pour eux... Confrontée chaque jour aux « différences sociales », aux « problèmes de langage », Catherine sait, par expérience, qu'il faut « avoir des ficelles », savoir « mettre en place des stratégies éducatives », et que cela ne s'improvise pas à l'Université. Elle se demande en outre qui, aujourd'hui, « peut se lancer, financièrement,



Lille, 18 mars 2009. « Grande braderie » des IUFM de la région pour montrer au public en quoi l'éducation de nos enfants est menacée. (Photo AL)

dans un bac + 5 », comme elle a pu le faire. Elle plaint les futurs maîtres si les options du gouvernement doivent être appliquées à la lettre. Catherine sait les classes « très dures », la « difficulté » de débiter, la solitude de l'auto-formation qu'elle a « compensée par des stages ». Elle rappelle aussi qu'un enfant « n'est pas une machine ». Les visées basement idéologiques de M. Darcos, assorties d'économies

comme celle qui consiste à supprimer la rémunération d'une année de formation, butent sur l'opposition croissante du monde réel : celui qui fait le métier.

Albert LAMMERTYN

- 1) Xavier Darcos, ministre de l'Éducation.
- 2) RASED : réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté.
- 3) Le prénom a été changé.

C'est ça, l'école de demain ?

Tableau noir des effets prévisibles d'une « réforme » injuste. PE : professeur des écoles - M : master.

Avant	Après	Conséquence
Formation en cinq ans.	Formation en cinq ans, sanctionnée par un master.	→ Reconnaissance des 5 années de formation, revalorisation des salaires des PE-M2 et concours (intention mais aucun chiffre). Et les autres ?
Formation à l'échelle nationale assurée par les IUFM.	Toute université peut proposer un master PE, avec mise en concurrence.	→ Formation inégale selon les régions, voire dans une même région.
Des formateurs spécialistes de l'école primaire.	Des formateurs sans connaissance spécifique de l'école primaire.	→ Aucune reconnaissance de la spécificité et de la complexité du métier de PE.
Au concours : des épreuves sanctionnant une formation disciplinaire et didactique en maths, français, histoire-géo, etc.	Les épreuves du nouveau concours ne garantiront pas une bonne maîtrise des savoirs.	→ Dégradation de la formation disciplinaire des enseignants moins qualifiés.
Année de formation conjuguant théorie et pratique avec travail réflexif autour des stages et des aides pédagogiques personnalisées, 350 heures de stage en PE2 en responsabilité.	Disparition de l'année de formation professionnelle, prise en responsabilité directement après le recrutement, 108 heures de stage en M2. Pas de place en stage assurée pour tous.	→ Une formation professionnelle sacrifiée.
Concours en fin de PE1.	Concours au milieu de l'année de M2, déconnecté de la formation.	→ Concours et formation professionnelle préparés en même temps.
Seuls les étudiants ayant été reçus au concours peuvent devenir PE.	Les étudiants ayant un M2, sans concours, seront employés en tant que vacataires.	→ Multiplication des enseignants précaires, non formés, sans expérience en classe.
Une année de formation rémunérée (PE2) : 15 700 € par an.	Des stages rémunérés : 3 000 € par an. Quelques aides sociales (pas de précision).	→ Risque d'exclusion des métiers d'enseignement des catégories sociales modestes.

Tous les fronts de l'Éducation se mobilisent

Lille, Villeneuve-d'Ascq, Boulogne, Arras : partout dans la région la semaine a été marquée par une amplification de la grève des enseignants-chercheurs et des étudiants.

Du côté des IUFM, l'action, qui est davantage une nouveauté car plus difficile à organiser en raison notamment de différences de statuts, des cours ont été donnés sur la voie publique pour montrer ce qu'est réellement la formation des enseignants aujourd'hui. L'IUFM du Mont-Houy était fermé mercredi. Le collectif IUFM du Valenciennois envisage une grève le 8 avril mais a besoin des syndicats. A noter : une assemblée générale commune à l'Université d'Artois. Ça bougeait aussi sur le site d'Arras. Parallèlement, les IUFM de la région tâchent de se regrouper et d'élargir le débat, avec les parents d'élèves, les écoles, mais aussi les politiques. Les Amis du « Monde Diplomatique » organisent précisément un débat à Lille sur le thème « L'Université en ébullition », mercredi 8 avril à 20h30, à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités, 23 rue Gosselet. Entrée libre. Ce vendredi 3 avril à 18h30, à l'école Lavoisier de Lille-Wazemmes, mobilisée avec la maternelle Gounod, on échangera les points de vue entre parents et enfants à propos du service minimum d'accueil, de la suppression des aides spécialisées (RASED), de l'avenir des maternelles. Lieu : 72, rue des Stations. Signalons enfin que vingt-cinq organisations, dont les principaux syndicats, appelaient ce jeudi à « mille manifestations » devant les lieux d'éducation et sur les places publiques.

- Web : <http://collectifiumf.canalblog.com>
www.uneecole-votreavenir.org